

Avril 2010

## 1 - Actualité nationale et internationale

### Autorité de contrôle prudentiel

La ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, Christine Lagarde, a installé le 9 mars 2010 la nouvelle Autorité de contrôle prudentiel (ACP). Cette autorité issue de la fusion des quatre instances existantes de contrôle et d'agrément des banques et des assurances (la Commission bancaire, l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles (Acam), le comité des entreprises d'Assurances (CEA) et le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI), sera présidée par le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer. Le secrétariat général est assuré par Danièle Nouy.

La ministre a souligné la volonté de créer une super autorité pour renforcer l'efficacité de notre système de contrôle au profit de l'intérêt général et lui a confié une mission s'articulant autour de quatre objectifs : réussir la fusion au service de l'intérêt général, réussir la sortie de crise, réussir la réforme du système financier international et protéger les consommateurs.

Les décrets d'application de l'ordonnance portant création de l'ACP ainsi que les arrêtés de nomination de ses membres ont été publiés au Journal Officiel des 4, 7 et 9 mars 2010.

Les informations relatives à l'ACP sur disponible à l'adresse suivante :

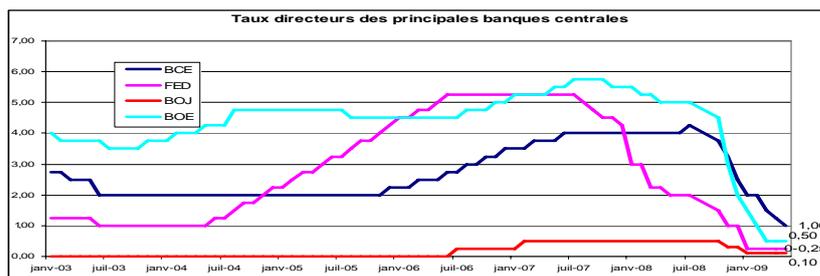
<http://www.banque-france.fr/acp/index.htm>

### Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 8 avril 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe qu'en 2010 l'économie de la zone euro devrait croître à un rythme modéré dans un environnement d'incertitudes et que l'évolution des prix devrait rester modérée.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu le 16 mars 2010 son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Selon la dernière estimation du département du Commerce, le PIB des Etats-Unis a crû de 5,6 % au quatrième trimestre 2009 en rythme annuel au lieu de 5,9 %. En février 2010, les dépenses de consommation des ménages américains ont augmenté de 0,3 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation mesurés en février ont progressé de 1,3 % sur un an. La production industrielle a augmenté de 0,1 % par rapport à janvier. Les Etats-Unis d'Amérique ont créé 162 000 emplois en mars. Le taux de chômage reste stable à 9,7 %.



## PIB

Stabilité du PIB de la zone euro

Au cours du quatrième trimestre 2009, le PIB de la zone euro est resté stable et celui de l'UE 27 a progressé de 0,1 %. Par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2008, ils enregistrent des baisses respectives de 2,2 % et 2,3 %.

## Chômage

Légère augmentation du nombre de demandeurs d'emploi en France et du taux de chômage dans la zone euro

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'est établi à 2 667 900, à fin février 2010, soit une hausse de 0,1 % sur un mois en données CVS-CJO (+ 3 300 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 12,8 % (+ 15,6 % pour les hommes et + 9,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 22,2 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en février 2010 contre 9,9 % en janvier. Il était de 8,8 % en février 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en février 2010. Il était de 8,3 % en février 2009.

## Inflation

Forte hausse de l'inflation en France et dans la zone euro

En février 2010, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,6 % sur un mois ; sur un an, il croît de 1,2 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 1,9 %.

Selon une estimation d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,5 % en mars 2010. En février, il était de 0,9 %.

## Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 17 mars 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En février 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,9 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,2 % sur un an en février pour le douzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage reste stable à 4,9 %. En février 2010, les exportations japonaises ont crû de 45,3 % par rapport à février 2009, les importations de 29,5 % et l'excédent commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

Forte augmentation des exportations chinoises

En janvier et février 2010, la production industrielle chinoise a augmenté de 20,7 % en glissement annuel. En février 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,7 % sur un an contre 1,5 % en janvier. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 47,5 % et de 44,7 % au mois de février 2010 en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 7,6 milliards de dollars.

## Informations bancaires

Frais bancaires

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, a confié une mission d'évaluation et de propositions sur les tarifs bancaires à Georges Pauget, ancien Directeur général de Crédit Agricole SA, et à Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier (CCSF). Le rapport devra être remis d'ici à la fin du mois de juin 2010.

Microcrédit

Christine Lagarde, ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, a annoncé de nouvelles mesures pour favoriser le développement du microcrédit qui s'inscriront dans le cadre du projet de loi de réforme du crédit à la consommation en discussion à l'Assemblée nationale. Le rapport sur le microcrédit personnel et professionnel commandé à l'Inspection générale des finances fin 2009 vient d'être publié. Il est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.economie.gouv.fr/actus/10/100314microcredit.html>

## Publications

CECEI

Le rapport 2009 du Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CECEI) est disponible à l'adresse suivante :

[http://www.banque-france.fr/fr/supervi/agrement/rapport/rapport\\_2009.htm](http://www.banque-france.fr/fr/supervi/agrement/rapport/rapport_2009.htm)

## Publications de l'IEOM

1 - Conjoncture 2009

Les notes expresses n° 16, 17 et 18 réalisées par les agences de la Nouvelle-Calédonie, de Wallis-et-Futuna et de la Polynésie française présentent une synthèse de la conjoncture en 2009 dans chaque géographie.

2 - La note de l'Institut intitulée « Un nouvel indicateur pour aider au diagnostic conjoncturel dans l'outre-mer » propose un nouvel indice d'appréhension du climat des affaires en outre-mer.

Ces travaux sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet ([www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)), rubrique « Publications ».

## 2 – Actualité régionale

### Japon

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 17 mars 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En février 2010, la production industrielle du Japon a reculé de 0,9 % par rapport à janvier. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont reculé de 1,2 % sur un an en février pour le douzième mois consécutif. Les dépenses de consommation des ménages ont diminué de 0,5 % en glissement annuel. Le taux de chômage reste stable à 4,9 %. En février 2010, les exportations japonaises ont crû de 45,3 % par rapport à février 2009, les importations de 29,5 % et l'excédent commercial a atteint 5,3 milliards d'euros.

### Chine

Forte augmentation des exportations chinoises

En janvier et février 2010, la production industrielle chinoise a augmenté de 20,7 % en glissement annuel. En février 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 2,7 % sur un an contre 1,5 % en janvier. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 47,5 % et de 44,7 % au mois de février 2010 en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 7,6 milliards de dollars.

### Australie

La Banque centrale australienne relève son taux directeur

Le 6 avril, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de relever de 25 points de base son taux directeur, pour le fixer à 4,25 %. Il s'agit de sa cinquième hausse depuis octobre 2009. Cette hausse vise à réduire les risques d'inflation. En effet, depuis le début de l'année, elle a dépassé les 2 %. Dans le même temps, le taux de chômage reste modéré et s'établit à 5,3 % en mars 2010. L'Australie profite pleinement du plan de relance chinois (450 milliards d'euros) même si le taux de change évolue défavorablement. Elle estime que, dans ces conditions, la croissance de la production sur l'année à venir est susceptible de dépasser celle de 2009, même si l'effet des mesures de relance est appelé à s'atténuer.

### Nouvelle-Zélande

L'activité néo-zélandaise progresse au dernier trimestre 2009

La banque centrale néo-zélandaise a maintenu, le 11 mars, son taux directeur à 2,50 % et prévoit de resserrer sa politique monétaire au milieu de l'année 2010. Au quatrième trimestre 2009, le PIB néo-zélandais progresse de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, ce qui représente son troisième trimestre consécutif de hausse. Le PIB recule cependant de 1,6 % sur un an. Cette évolution trimestrielle est principalement due au secteur de l'industrie en augmentation de 3 %, porté par les bons résultats de l'industrie manufacturière (+4,5 %). Le secteur des services affiche également une hausse de 0,4 % de son activité, en raison notamment du commerce de gros (+2,7 %). Au dernier trimestre 2009, la consommation des ménages croît de 0,9 % par rapport au trimestre précédent, alors que, sur cette même période, l'investissement privé et public diminue de 0,9 %.

### Parité des monnaies

Légère baisse du yen et reprise de la tendance haussière du yuan



Hausse des dollars australien et néo-zélandais

## 3 – Brèves économiques locales

### Visite officielle d'une délégation de la Nouvelle-Calédonie en Australie

Suite à l'invitation du ministre australien des Affaires étrangères, une délégation calédonienne, conduite par le Haut-commissaire et le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, a effectué une visite officielle à Canberra, en Australie, les 9 et 10 mars, pour y rencontrer les autorités australiennes, dont le Premier Ministre Kevin Rudd. A cette occasion, le Président du Gouvernement a formulé son souhait de voir évoluer la Nouvelle-Calédonie au sein du Forum des Îles du Pacifique, du statut de « membre associé » à celui de « membre à part entière ». Cette visite a également donné lieu à la signature d'une déclaration d'intention en matière de sécurité civile et de gestion durable de la Mer de Corail. Afin d'entretenir une relation suivie entre les deux territoires, une rencontre bilatérale devrait être organisée annuellement, la première étant prévue à Nouméa en octobre 2010.

### Forum de l'Union Européenne et des Pays et territoires d'outre-mer

Le forum entre l'Union européenne et les Pays et territoires d'outre-mer (PTOM), dont fait partie la Nouvelle-Calédonie, s'est tenu à Bruxelles, les 25 et 26 mars. Les discussions ont porté principalement sur l'avenir des relations entre les PTOM et l'Union Européenne, le partenariat actuel prenant fin en 2013. En tant que président de l'association des PTOM pour une durée d'un an, le Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, Philippe Gomès, souhaiterait donner, dès 2011, une position commune des PTOM sur leur prochaine coopération avec l'Europe. La Nouvelle-Calédonie accueillera le prochain forum en 2011.

### 3<sup>ème</sup> anniversaire de la Commission du surendettement en Nouvelle-Calédonie

La Commission du surendettement de la Nouvelle-Calédonie a fêté, le 1<sup>er</sup> avril 2010, ses trois ans d'existence. Depuis le début de l'activité de traitement du surendettement en Nouvelle-Calédonie, 208 dossiers ont été déposés auprès de l'Institut d'Émission d'Outre-Mer, qui assure le secrétariat de la Commission. Parmi eux, 170 dossiers ont été déclarés éligibles au dispositif, c'est-à-dire présentant une impossibilité manifeste du débiteur de faire face à l'ensemble de ses dettes non professionnelles. Sur ce total, 120 dossiers ont abouti favorablement, soit un taux de succès de plus de 70 %.

### Début des travaux de la station d'épuration du centre-ville de Nouméa

Les premiers travaux relatifs à la station d'épuration du centre-ville de Nouméa ont débuté en février (préparation du terrain avant la construction et aménagement des voiries avoisinantes). La construction de la station d'épuration, proprement dite, commencera en juillet. Elle est financée par la Calédonienne des eaux (filiale de la Lyonnaise des eaux) dans le cadre du contrat de délégation de service public de l'assainissement de la ville de Nouméa. La mise en service de cette station d'une capacité de 20 000 équivalents habitants, extensible à 30 000 équivalents habitants, est prévue fin 2012.

### Fin de la crise dans le secteur du nickel

Le cours du nickel poursuit son embellie depuis le début de l'année 2010 : il s'établit en moyenne à plus de 10 \$/lb en mars 2010, en augmentation de plus de 30 % par rapport à décembre 2009. Ce niveau est relativement haut par rapport aux moyennes historiques et permet donc d'envisager de bons résultats pour cette année. Les stocks de nickel au LME restent cependant élevés, à 157 512 tonnes au 31 mars 2010.

Constatant la fin de la crise dans le secteur du nickel, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé, le 30 mars, de mettre fin à l'activité de soutien conjoncturel du fonds Nickel.

### Hausse du prix de l'essence

Le prix de l'essence a augmenté au 1<sup>er</sup> avril 2010, pour s'élever à 133,3 F CFP le litre (+1,9 F CFP). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010, les prix des carburants ont progressé de près de 7 %, en lien avec la hausse des cours mondiaux du pétrole.

### Avancement des travaux pour les Jeux du Pacifique 2011

Le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a annoncé le 1 avril, lors d'une conférence de presse, que les travaux de construction et de rénovation des infrastructures sportives pour les Jeux du Pacifique 2011 avançaient conformément au calendrier. Le financement global est évalué à 7,5 milliards de F CFP, dont près de 5 milliards sont supportés par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. La construction de la salle omnisports à la Vallée du Tir, en particulier, devrait être achevée en septembre 2010.

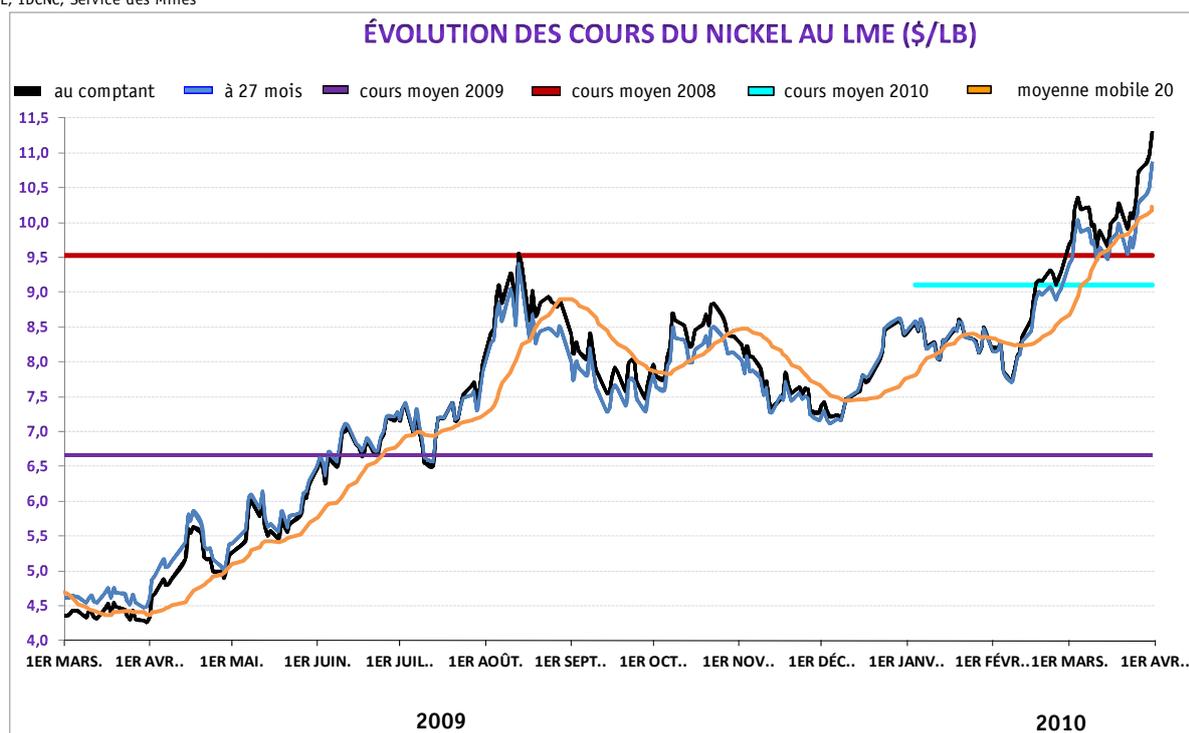
### Abandon du projet de thalassothérapie à la pointe Magnin

Promosud a décidé, lors de son conseil d'administration du 24 mars, d'abandonner le projet de thalassothérapie prévu à la pointe Magnin, d'un coût de 4 milliards de F CFP. Cette décision est motivée notamment par la dernière étude de marché qui prévoit que la clientèle touristique serait insuffisante pour garantir la rentabilité du projet.

## 4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-10	133,6	-0,1%	2,2%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-10	8 022	15,2%	10,8%
Commerce extérieur - Millions de F CFP					
Exportations	mensuelles	févr.-10	6 097	-22,9%	34,2%
	cumulées	févr.-10	14 008	-	25,6%
Importations	mensuelles	févr.-10	19 595	30,5%	12,6%
	cumulées	févr.-10	34 606	-	-5,8%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
<b>NICKEL</b>					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-10	10,18	18,4%	131,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-10	895,49	19,3%	122,6%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-10	192	-22,8%	58,5%
	cumulées	févr.-10	440	-	39,7%
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes)	mensuelles	févr.-10	3 775	-35,8%	0,6%
	cumulées	févr.-10	9 652	-	0,8%
<b>TOURISME</b>					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-10	6 265	-5,5%	-12,4%
	cumulés	févr.-10	12 896	-	-15,3%
• Nuitées	mensuels	janv.-10	43 436	-4,9%	-3,6%
	cumulés	janv.-10	43 436	-	-3,6%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-10	52,60%	- 5,4 pts	- 3,8 pts
• Croisiéristes		févr.-10	18 336	-	-41,4%
<b>BTP</b>					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-10	15 114	3,1%	28,7%
	cumulées	mars-10	37 809	-	14,2%
• Index BT 21 (p)		févr.-10	128,86	0,2%	-4,1%
• IRL (p)		févr.-10	108,03	-0,2%	-0,6%
<b>CREVETTES</b>					
• Exportation de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-10	61	ns	29,8%
	cumulées	févr.-10	69	-	-41,0%
• Exportation de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-10	87	ns	ns
	cumulées	févr.-10	99	-	-13,4%
<b>COMMERCE AUTOMOBILE</b>					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	févr.-10	585	16,1%	9,3%
	cumulées	févr.-10	1 089	-	-0,5%

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines



## 5 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse monétaire

Poursuite de la croissance de la masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-08	févr.-09	févr.-10	var 09/08	var 10/09
Circulation fiduciaire	11 745	12 645	13 252	7,7%	4,8%
Dépôts à vue	165 977	178 141	204 091	7,3%	14,6%
<b>Total M1</b>	<b>177 722</b>	<b>190 786</b>	<b>217 343</b>	<b>7,4%</b>	<b>13,9%</b>
M2-M1	69 806	80 209	90 827	14,9%	13,2%
<b>Total M3</b>	<b>378 720</b>	<b>423 821</b>	<b>469 569</b>	<b>11,9%</b>	<b>10,8%</b>

### Concours de caractère bancaire

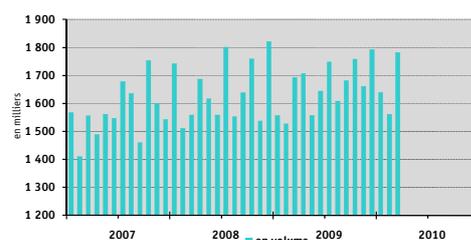
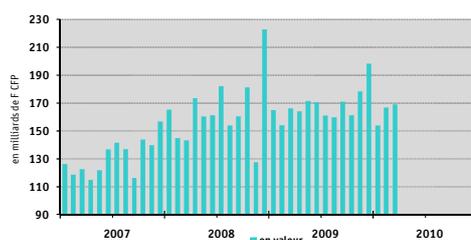
Le rythme de croissance des encours ralentit

en millions de F CFP	déc.-07	déc.-08	déc.-09	var 08/07	var 09/08
Entreprises	280 900	346 659	382 006	23,4%	10,2%
Ménages	273 374	305 711	328 201	11,8%	7,4%
Collectivités locales	39 498	39 196	36 059	-0,8%	-8,0%
Autres agents de CCB non ventilés	10 392	10 014	9 731	-3,6%	-2,8%
<b>Total encours sain</b>	<b>604 164</b>	<b>701 580</b>	<b>755 998</b>	<b>16,1%</b>	<b>7,8%</b>
Créances douteuses brutes	14 791	14 205	15 435	-4,0%	8,7%
<b>Total encours brut</b>	<b>618 955</b>	<b>715 785</b>	<b>771 433</b>	<b>15,6%</b>	<b>7,8%</b>

### Compensation

Légère accélération de la croissance des échanges sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Compensation (en nbre)	mensuelle	mars-10	1 782 205	14,1%	5,3%
	cumulée	mars-10	4 983 572	-	4,3%
Compensation (en milliards de F CFP)	mensuelle	mars-10	169,0	1,4%	1,7%
	cumulée	mars-10	489,3	-	0,9%



### Incidents de paiements

Baisse sensible des incidents de paiement sur chèque et des retraits de carte bancaire sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Incidents de paiements sur chèque	MM3*	mars-10	1 930	8,9%	-9,5%
	cumulés	mars-10	5 791	-	-9,5%
Retraits de cartes bancaires (flux)	MM3	mars-10	150	-4,7%	-11,6%
	cumulés	mars-10	450	-	-11,6%

\* MM3 : Moyenne mobile sur trois mois

### Interdits bancaires

Poursuite de la croissance des interdits bancaires sur un an

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mars-10	6 340	2,4%	3,7%
	dont personnes physiques	mars-10	5 676	2,5%	3,7%
	dont personnes morales	mars-10	664	1,5%	3,8%

### Cotation

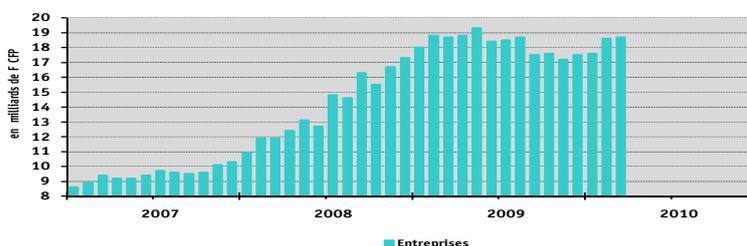
Baisse du nombre d'entreprises éligibles

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	mars-10	7 416	-3,3%	-5,0%
		mars-10	3 037	-7,4%	-6,5%

### Refinancement des entreprises

Stabilisation du réescompte après la forte hausse du mois de février

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-10	18,7	0,6%	-0,2%



## 6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	Var
Indice des prix à la consommation	févr	132,3	133,8	2,2
<i>Entreprises</i>				
nb d'entreprises (a)	mars	46 569	50 538	8,5%
	dont nb d'entreprises individuelles (a)			
créations d'entreprises	déc	4 237	4 675	10,3%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 068	2 168	4,8%
liquidations judiciaires (nb)	déc	95	115	21,1%
redressements judiciaires (nb)	déc	96	90	-6,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	640	664	3,8%
ventes de ciment local (tonnes)	mars	33 042	37 728	14,2%
importation ciment (tonnes)	mars	79	81	2,7%
total ciment (tonnes)	mars	33 122	37 809	14,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	35 701	27 506	-23,0%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	mars	2 846	2 106	-26,0%
immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr	594	567	-4,5%
<i>Ménages</i>				
emploi salarié (nb)	dec	80 225	82 230	2,5%
dont secteur privé	dec	57 126	58 692	2,7%
dont secteur public	dec	23 099	23 539	1,9%
demandes d'emploi de fin de mois	févr	7 242	8 022	10,8%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr	7 019	7 492	6,7%
chômeurs indemnisés	févr	1 660	1 871	12,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr	742,4	781,1	5,2%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	5 476	5 676	3,7%
décision retrait cartes bancaires	mars	509	450	-11,6%
incidents paiements sur chèques	mars	6 402	5 791	-9,5%
immatriculation de véhicules de tourisme neufs (nb)	févr	1 095	1 089	-0,5%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	mars	4 004	2 683	-33,0%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	26 748	26 893	0,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	15 099	14 673	-2,8%
<i>Echanges</i>				
nombre de touristes	févr	15 229	12 896	-15,3%
nombre de croisiéristes	févr	31 289	18 336	-41,4%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	janv	56,4%	55,3%	-1,1pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars	4,75	8,72	83,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars	4,40	10,18	131,7%
exportation de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	févr	315	440	39,7%
exportation de minerai de nickel (M FCFP)	févr	893	2 087	133,7%
exportation métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	févr	9 572	9 652	0,8%
exportation métallurgique de nickel (M FCFP)	févr	9 312	11 332	21,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	févr	117	69	-41,0%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	févr	114	99	-13,4%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	févr	10 319	13 518	31,0%
part de ces produits dans le total des exportations	févr	93%	97%	4,00pt
total des importations (M FCFP)	févr	36 752	34 606	-5,8%
total des exportations (M FCFP)	févr	11 156	14 008	25,6%
taux de couverture	févr	30,35%	40,48%	10,1pts
recettes douanières (M FCFP)	janv	3 519	3 168	-10,0%
<i>indicateurs financiers (M de FCFP)</i>				
Dépôts à vue	févr	178 141	204 091	14,6%
M1	févr	190 786	217 343	13,9%
M2	févr	270 995	308 170	13,7%
Dépôts à termes	févr	152 273	161 228	5,9%
M3	févr	423 821	469 569	10,8%
P1	févr	4 310	4 192	-2,7%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,85%	4,74%	-1,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	5,40%	4,41%	-0,99 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	5,83%	4,86%	-0,97 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	janv	18,50%	17,17%	-1,33 pts
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues	déc	715 785	771 433	7,8%
Ménages	déc	305 711	328 201	7,4%
dont crédits à la consommation	déc	63 391	65 707	3,7%
dont crédits à l'habitat	déc	241 031	260 763	8,2%
Entreprises	déc	346 659	382 006	10,2%
dont crédits d'exploitation	déc	78 738	76 575	-2,7%
dont crédits d'investissement	déc	194 599	206 208	6,0%
dont crédits à la construction	déc	66 089	91 741	38,8%
Collectivités locales	déc	39 196	36 059	-8,0%
dont d'investissement	déc	33 226	32 117	-3,3%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	10 014	9 731	-2,8%
créances douteuses brutes	déc	14 205	15 435	8,7%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	0, pt
ensemble des actifs financiers	déc	510 204	563 299	10,4%
Ménages	déc	291 709	305 838	4,8%
Sociétés	déc	157 891	187 129	18,5%
Autres agents	déc	60 604	70 333	16,1%
dont assurances-vie	déc	72 438	82 492	13,9%

(p) : provisoire (a) : actualisé

## 2 - Actualité régionale

### Croissance de la population australienne

D'après le « Australian Bureau of Statistics », la population australienne s'élève à 22 065 700 habitants au 30 septembre 2009, soit une hausse de 2,1 % en glissement annuel. L'accroissement naturel contribue pour 34 % à l'augmentation de la population, tandis que l'émigration y participe à hauteur de 66 %.

### Rebond des économies insulaires du Pacifique

D'après le rapport 2010 de la Banque de Développement Asiatique, paru ce mois-ci, les économies et les petits états insulaires océaniques devraient connaître un taux de croissance moyen de 3,7 % en 2010, contre 2,3 % en 2009. Les très petits états afficheront néanmoins une reprise moins marquée avec des taux de l'ordre de 0,5 % (Palau, les îles Marshall, Tonga, la Micronésie...).

## 3 – Brèves locales

### Aides en faveur de Futuna

Un mois après le passage du cyclone TOMAS à Futuna, la reconstruction de l'île s'organise. Des vols et un navire militaire ont été dépêchés depuis Nouméa, faisant parvenir de la main d'œuvre (pompiers, militaires...), du matériel et des vivres. La PIROPS, plate-forme d'intervention d'urgence de la Croix-Rouge pour les pays du Pacifique sud, est également intervenue en installant une unité de potabilisation de l'eau. Elle a aussi mené une action d'évaluation des besoins des habitants avec la participation de 60 volontaires.

Des crédits d'extrême urgence ont été accordés par le ministère de l'Outre-mer, pour permettre de subvenir très rapidement aux besoins de première nécessité de la population. Enfin, le fonds de secours de l'outre-mer est mobilisé et permettra une aide financière directe à la population (particuliers, entrepreneurs, agriculteurs) et à la collectivité locale.

La reconstruction de Futuna devrait prendre plusieurs mois, en particulier la réhabilitation complète de la ceinture routière. L'électricité a été rétablie à ce jour dans 85% des foyers futuniens.

### Rentrées scolaires retardées

A Futuna, seuls les établissements de Vele et de Kolopulu ont ouvert leurs portes pour la rentrée des classes du 12 avril 2010. Les autres écoles sont restées fermées, bloquées par les parents d'élèves inquiets pour la sécurité et le confort de leurs enfants, certaines écoles étant encore privées d'eau et d'électricité.

A Wallis, le lycée d'Etat demeure fermé aux élèves depuis le passage du cyclone Tomas malgré l'autorisation de reprise des cours émanant du Préfet Administrateur Supérieur. Les parents d'élèves, à l'origine de ce blocage, dénoncent l'état général du lycée et souhaitent un engagement ferme de l'Etat pour un programme de réhabilitation complet du lycée.

### Bon niveau d'importations en mars

Le mois de mars connaît une forte augmentation de la valeur de ses importations passant de 294,4 millions de F CFP en février à 415,9 millions en mars, soit une variation mensuelle de 41,3 %, pour le même nombre de touchées de navires (4). A noter que ce mois-ci, seul un bateau de marchandises a accosté à Wallis pour 3 bateaux à Futuna (un de marchandise, un pétrolier et un bateau de la marine nationale spécialement venu dans le cadre de l'aide apportée à la population futunienne).

## 4 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Masse Monétaire

Poursuite de la baisse de M3 influencée en février par les dépôts à vue

en millions de F CFP	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 883	1 903	1 916	0,68%	1,75%
Dépôts à vue	2 890	3 361	3 000	-10,74%	3,81%
<b>Total M1</b>	<b>4 773</b>	<b>5 264</b>	<b>4 916</b>	<b>-6,61%</b>	<b>3,00%</b>
M2-M1	462	570	497	-12,81%	7,58%
<b>Total M3</b>	<b>6 049</b>	<b>6 477</b>	<b>5 965</b>	<b>-7,90%</b>	<b>-1,39%</b>

### Concours à caractère bancaire

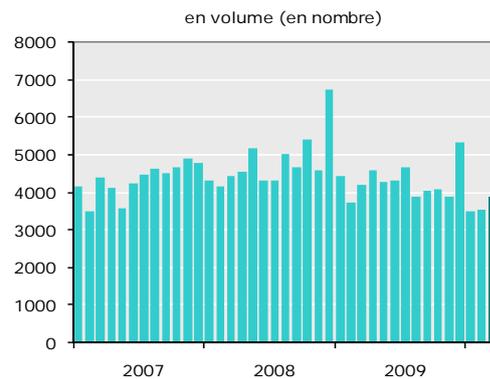
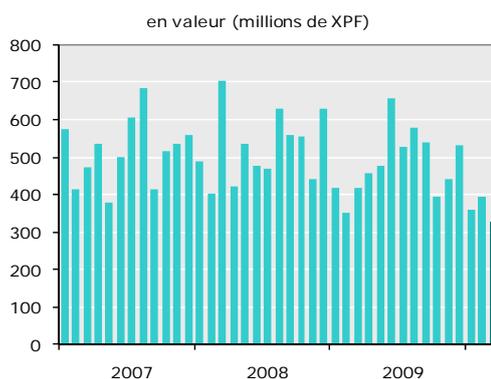
Hausse des encours portée par les crédits à l'équipement

en millions de F CFP	déc-07	déc-08	déc-09	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	927	1 018	938	9,8%	-7,9%
Crédits à l'équipement	841	1 059	1 413	25,9%	33,4%
Crédits à l'habitat	732	642	521	-12,3%	-18,8%
Autres crédits	371	356	292	-4,0%	-18,0%
Sous total	2 871	3 075	3 164	7,1%	2,9%
Créances douteuses brutes	730	717	754	-1,8%	5,2%
<b>Total</b>	<b>3 601</b>	<b>3 792</b>	<b>3 918</b>	<b>5,3%</b>	<b>3,3%</b>

### Compensation

Baisse des opérations de compensation en valeur mais pas en volume

	mars-09	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 873	10 901	10,0%	-7,3%
Compensation (en millions de CFP)	329,2	1 085,4	-16,7%	-21,0%



### Incidents bancaires

Baisse des incidents sur le mois et sur l'année

en nombre	mars-09	févr-10	mars-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements par chèque	112	107	86	248	-19,6%	-23,2%
Retraits de cartes bancaires	1	13	0	13	-100,0%	-100,0%

### Interdits bancaires

Recul des interdits bancaires chez les personnes physiques en mars

en nombre	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>451</b>	<b>460</b>	<b>452</b>	<b>-1,7%</b>	<b>0,2%</b>
- dont personnes physiques	439	450	442	-1,8%	0,7%
- dont personnes morales	12	10	10	0,0%	-16,7%

### Cotation

Stabilité du nombre de cotes éligibles au réescompte

en nombre	mars-10	▲/mois	▲/an
<b>Cotes valides</b>	<b>48</b>	<b>0,0%</b>	<b>9,1%</b>
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	14	0,0%	-12,5%

## Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>			4e T 2009	101,98	-	-0,6%
<b>SMIG mensuel en XPF</b>			sept-08	79 812	-	+4,5%
<b>Nombre d'emplois salariés*</b>			sept-09	1 911	-	-4,5%
<b>Echanges extérieurs (millions de XPF)</b>						
Importations	mensuelles	mars-10	415,9	41,3%	60,1%	
	cumulées	mars-10	1 174,7	-	34,6%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-10	60,4	29,6%	-0,5%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	mars-10	194,3	-	24,0%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-10	88,3	-	-16,5%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
<b>Energie</b>						
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4ème T 2009	5 015	-	-6,0%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	650	3,6%	-	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-09	168	-8,9%	-	
<b>Transports</b>						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-10	2 603	-0,5%	5,3%	
	cumulé	févr-10	5 219	-	0,4%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	févr-10	1 178	25,1%	3,9%	
	cumulé	févr-10	2 120	-	13,9%	
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	mars-10	4	0,0%	-20,0%	
	cumulées	mars-10	12	-	-25,0%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		févr-10	13	33,3%	-43,5%	

\*chiffres provisoires

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

## 5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2008	2009	2010	▲/an
<b>Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)</b>	déc	102,55	101,98	-	-0,6%
<b>Entreprises</b>					
nombre d'entreprises**	déc	723	702	-	-2,9%
créations**	déc	12	4	-	-66,7%
fermetures**	déc	34	0	-	-100,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars	-	12	10	-16,7%
ventes de ciment (tonnes) (chiffres partiels)	mars	-	1 799	4 864	170,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	-	106	181	70,4%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	-	-	31,4	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	fév	-	11	6	-45,5%
<b>Ménages</b>					
emploi salarié (nb)*	déc	2 001	1 911	-	-4,5%
dont secteur privé*	déc	787	752	-	-4,4%
dont secteur public*	déc	1 214	1 159	-	-4,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 <sup>er</sup> sept 2008	-	472,3	-	-
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mars	-	439	442	0,7%
décision retrait cartes bancaires	mars	-	1	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques	mars	-	112	86	-23,2%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	-	270	349	29,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	-	129	130	0,8%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	-	-	42	-
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	fév	-	26	16	-38,5%
<b>Echanges extérieurs en millions de XPF</b>					
importations	mars	-	873	1 175	34,6%
exportations	mars	-	-	-	-
recettes douanières	mars	-	266	285	7,1%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	mars	-	157	194	23,6%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	mars	-	106	88	-17,0%
<b>Indicateurs financiers**</b>					
Dépôts à vue	janv	-	2 285	3 361	47,1%
M1	janv	-	4 770	5 264	10,4%
M2	janv	-	5 249	5 834	11,1%
Dépôts à terme	janv	-	1 027	643	-37,4%
M3	janv	-	6 275	6 477	3,2%
P1	janv	-	0	0	-
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
Ménages	déc	1 673	1 467	-	-12,3%
dont crédits à la consommation	déc	1 024	941	-	-8,1%
dont crédits à l'habitat	déc	642	521	-	-18,8%
Entreprises	déc	864	1 241	-	43,6%
dont crédits d'exploitation	déc	161	154	-	-4,3%
dont crédits d'investissement	déc	676	1 070	-	58,3%
dont crédits à la construction	déc	0	0	-	-
Collectivités locales	déc	383	343	-	-10,4%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	155	113	-	-27,1%
créances douteuses brutes	déc	717	754	-	5,2%
taux de créances douteuses	déc	18,9%	19,2%	-	0,3pt
ensemble des actifs financiers					
Ménages	déc	2 740	2 664	-	-2,8%
Sociétés	déc	1 871	2 346	-	25,4%
Autres agents	déc	4 097	3 909	-	-4,6%
dont assurances-vie	déc	726	775	-	6,7%

\*chiffres provisoires au 30/09/2009

\*\*chiffres révisés

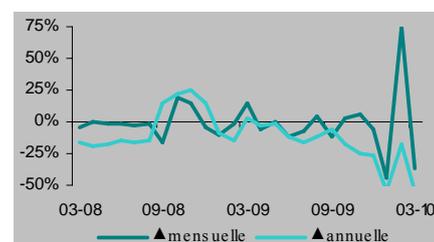
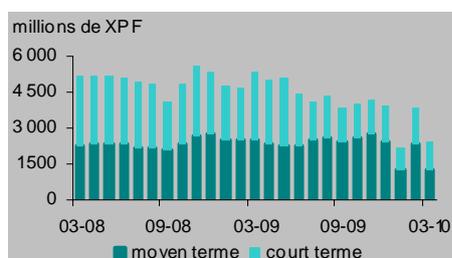
Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

### Refinancement des établissements de crédit

Forte baisse du refinancement au mois de mars

en millions de F CFP	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 803	1 452	1 152	-20,7%	-58,9%
Utilisations à moyen terme	2 518	2 353	1 256	-46,6%	-50,1%
<b>Refinancement total</b>	<b>5 321</b>	<b>3 805</b>	<b>2 408</b>	<b>-36,7%</b>	<b>-54,7%</b>



### Cotation

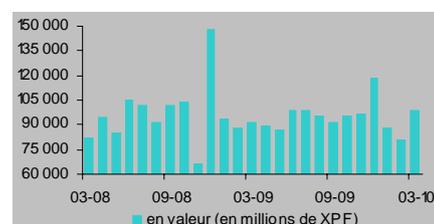
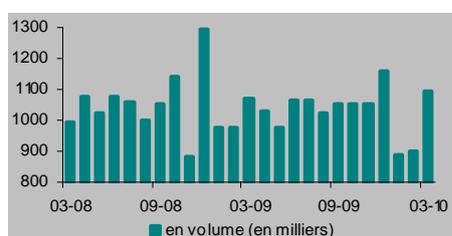
La proportion d'entreprises éligibles au refinancement reste stable sur le mois mais diminue sur l'année

en nombre	mars-09	févr-10	mars-10
Entreprises cotées :	4 521	5 459	5 651
dont éligibles au refinancement	1 571	1 515	1 573
en %	34,7%	27,8%	27,8%

### Compensation

Baisse des opérations en volume et en valeur sur l'année.

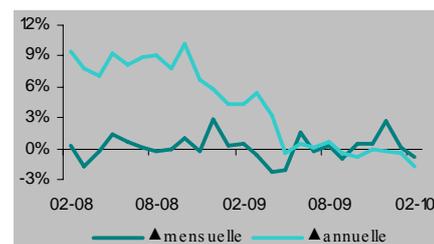
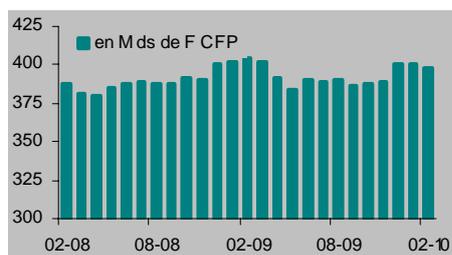
	févr-10	mars-10	▲/mois	Cumul 2010	▲ cumul/an
Nombre	897 688	1 092 139	21,7%	2 875 712	-4,9%
Montant (millions de F CFP)	81 398	98 629	21,2%	268 412	-1,7%



### Masse monétaire

Poursuite de la baisse de M3 en février.

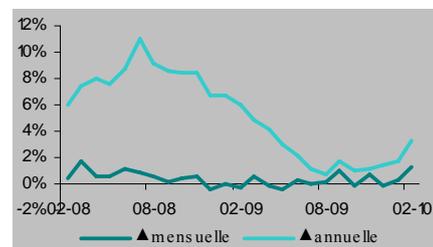
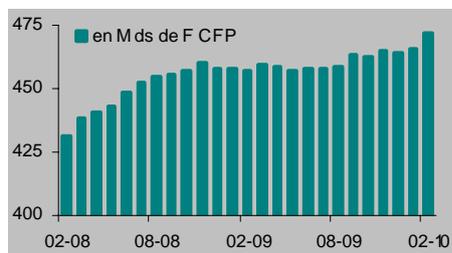
en millions de F CFP	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	13 184	13 745	13 758	0,1%	4,4%
Dépôts à vue	149 123	156 868	159 141	1,4%	6,7%
Comptes sur livrets	72 626	111 614	111 635	0,0%	53,7%
Comptes d'épargne logement	213	228	231	1,3%	8,5%
Dépôts à terme	158 092	108 422	105 728	-2,5%	-33,1%
Autres	9 155	9 659	6 870	-28,9%	-25,0%
<b>Total M3</b>	<b>402 393</b>	<b>400 536</b>	<b>397 363</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-1,3%</b>



## Concours de caractère bancaire des banques locales

Progression de l'encours de crédit sur le mois soutenue par les crédits de trésorerie.

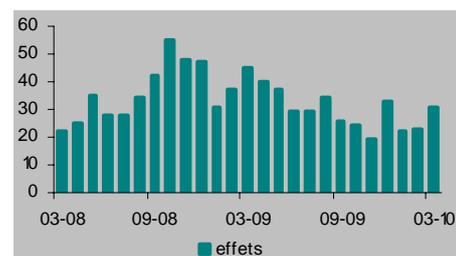
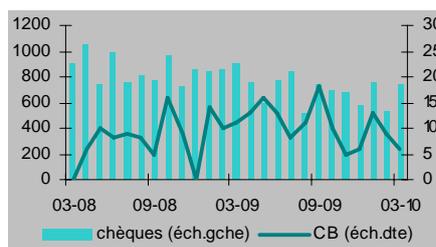
en millions de F CFP	févr-09	janv-10	févr-10	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	137 953	135 732	140 129	3,2%	1,6%
Crédits d'équipement	62 601	64 577	64 027	-0,9%	2,3%
Crédits à l'habitat	149 632	154 283	154 316	0,0%	3,1%
Autres crédits	77 908	71 718	73 734	2,8%	-5,4%
Créances dout. brutes	31 230	39 123	39 356	0,6%	26,0%
<b>Total CCB</b>	<b>459 324</b>	<b>465 433</b>	<b>471 562</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,7%</b>



## Incidents de paiement

Recrudescence des incidents de paiement sur chèques et sur effets sur le mois.

en nombre	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
<b>Incidents de paiements :</b>	<b>960</b>	<b>570</b>	<b>777</b>	<b>36,3%</b>	<b>-19,1%</b>
- sur chèques	904	538	740	37,5%	-18,1%
- sur effets	45	23	31	34,8%	-31,1%
- retraits de cartes bancaires	11	9	6	-33,3%	-45,5%



## Interdits bancaires

Baisse du nombre d'interdits bancaires pour les personnes physiques sur l'année mais progression pour les personnes morales.

en nombre	mars-09	févr-10	mars-10	▲/mois	▲/an
<b>Interdits bancaires en fin de mois</b>	<b>4 012</b>	<b>3 857</b>	<b>3 869</b>	<b>0,3%</b>	<b>-3,6%</b>
- dont personnes physiques	3 567	3 411	3 416	0,1%	-4,2%
- dont personnes morales	445	446	453	1,6%	1,8%

## 3 – Brèves économiques locales

### Assemblée de la Polynésie française

Election d'un nouveau président et demande de dissolution de l'Assemblée

Le 9 avril, l'Assemblée de la Polynésie française a procédé à l'élection de son nouveau président. Trois tours de scrutin auront été nécessaires pour désigner au perchoir le leader indépendantiste M. Oscar Temaru, aucun candidat ne réussissant à rassembler une majorité absolue à l'issue des deux premiers tours. Au cours de la suspension de séance qui a précédé le dernier tour de scrutin, le Président de la Polynésie française a annoncé sa demande de dissolution de l'Assemblée transmise au Président de la République, estimant que l'instabilité persistante des institutions ne permettait pas la conduite d'une politique efficiente au service du développement économique et social du Pays.

### Prix

Modification du dispositif d'encadrement des loyers.

Le Conseil des ministres a décidé de modifier le dispositif d'encadrement des loyers des locaux d'habitation pour l'année 2010. Ainsi, le seuil de 130.000 F CFP, en deçà duquel toute augmentation de loyer était prohibée, a été supprimé afin de permettre la liberté de négociation du montant du loyer entre locataire et propriétaire. Par ailleurs, l'évolution du loyer est désormais limitée à celle de l'indice des prix afin d'éviter toute hausse abusive.

## Tourisme

Présentation d'une nouvelle stratégie de développement du tourisme.

Le 23 mars, le ministre du tourisme a présenté la nouvelle stratégie de développement du tourisme du Pays auprès du Conseil économique, social et culturel (CESC) de Polynésie française. Dans le cadre d'une politique de tourisme durable, le Ministre mise sur le concept de « la Polynésie, le dernier jardin d'Eden », fondé sur un environnement paisible et préservé en ciblant une clientèle haut de gamme.

Partie intégrante de ce nouveau schéma directeur, le conseil des ministres a approuvé la création d'un conseil d'orientation stratégique du tourisme (COST). Reposant sur un collège tripartite (communes, professionnels et chefs de service concernés de l'administration locale), cette structure répond à une volonté de s'inscrire dans un processus pérenne préservé de toute turbulence politique. Ce COST devrait ainsi permettre le pilotage de la stratégie de développement touristique à court, moyen et long terme de la Polynésie. Le ministre du tourisme a par ailleurs annoncé la restructuration prochaine du GIE Tahiti Tourisme, entamée avec la nomination à sa tête d'un nouveau directeur général depuis le 25 mars.

Par ailleurs, sollicités par le gouvernement polynésien en janvier 2010 afin d'établir un diagnostic de la destination polynésienne et de proposer des recommandations pour l'élaboration d'un plan de relance et d'une stratégie de développement à long terme, deux représentants d'Atout France, agence de développement touristique de la France, ont effectué une mission d'une semaine durant le mois de mars afin de rencontrer les principaux acteurs de l'industrie touristique polynésienne.

Le Ministre a également présenté le bilan de la quatrième édition du salon du tourisme intérieur, qui s'est tenue du 26 au 28 février à Papeete. Ce salon a connu un engouement sans précédent, accueillant 9.300 personnes en trois jours. Les offres promotionnelles et les réductions tarifaires consenties ont permis aux 98 exposants du salon d'enregistrer un chiffre d'affaires record de 225 millions de F CFP (+ 65% par rapport au salon de septembre 2009).

Le nombre de billets d'avion vendus par Air Tahiti s'est établi à 3 038 contre 1 633 lors de la précédente édition, en hausse de 86 %. Les nuitées vendues au cours du salon se sont élevées à 9.758 (5.348 en septembre), en progression de 82 %. Les visiteurs ont privilégié les séjours en pensions de famille (63 % des nuitées) plutôt qu'en hôtellerie classée (37 %). Bora Bora demeure la destination la plus prisée (15 % des ventes) devant une grande variété d'îles : Fakarava (12 %) Raiatea (11,5 %), Huahine (10 %)...

## Economie

La Commission consultative des agréments fiscaux avalué 10 projets pour un investissement global de 17,5 milliards de F CFP

La Commission consultative des agréments fiscaux (CCAF) s'est réunie le 19 mars et le 4 avril dernier. Lors de sa première réunion, la CCAF a émis un avis favorable sur les six dossiers présentés, portant sur un investissement global de près de 12 milliards de F CFP dans des projets de construction immobilière, d'hôtellerie et d'énergies renouvelables permettant la sauvegarde d'un peu plus de 700 emplois dans le bâtiment.

En avril, la CCAF a retenu quatre projets concentrant un investissement de 5,5 milliards de F CFP, dans des secteurs d'activité variés : charter nautique, infrastructures portuaires, énergies renouvelables, construction immobilière.

Signature d'une convention de prêt entre le gouvernement et l'Agence française de développement

Le Président de la Polynésie française a conclu une convention d'emprunt d'un montant de 4,8 milliards de F CFP avec l'Agence française de développement (AFD) afin de financer les opérations d'investissement du budget 2009 reportées sur 2010.

Prolongation de la prime à la casse et aménagement du dispositif

Le Conseil des ministres a décidé de prolonger la prime à la casse au-delà du 30 avril 2010. Mis en place en novembre 2009, cette mesure incitative permet aux automobilistes détenteurs d'une voiture de plus de huit ans de bénéficier du soutien financier du Pays pour l'achat d'un nouveau véhicule. En outre, devant le timide succès de la prime à la casse observé en cinq mois, le gouvernement polynésien a assoupli les conditions de mise en œuvre de ce dispositif afin d'en faire profiter un plus grand nombre (accès étendu aux personnes morales, cumul avec d'autres mesures de défiscalisation ...).

## Aides de l'Etat

L'Etat débloque 1,2 milliard de F CFP pour la reconstruction de logements après Oli

La ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard a annoncé une aide de 1,2 milliard de F CFP pour reconstruire les logements détruits par le passage du cyclone Oli en février 2010. Cette enveloppe devrait permettre de reconstruire environ 200 logements, soit la moitié des habitations détruites.

Afin de mettre en œuvre ce programme de reconstruction, la ministre chargée de l'outre-mer doit établir une convention avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC), opérateur reconnu pour son expertise en matière de logement social outre-mer. Une collaboration étroite entre l'Etat et le gouvernement polynésien doit être établie pour le recensement des populations concernées ainsi que pour l'attribution des aides.

## 4 – Brèves économiques régionales

### Australie

Relèvement du taux directeur de la Banque de Réserve australienne.

Lors de sa dernière réunion du 6 avril, la Banque de Réserve australienne (RBA) a décidé de relever son taux directeur, l'Official cash rate (OCR) de 25 points de base, à 4,25 %. Depuis octobre 2009, il s'agit de la quatrième hausse de l'OCR, qui a augmenté de 125 points de base en six mois. Ces dispositions ont été prises afin de contenir les risques inflationnistes pouvant résulter de la reprise de la croissance économique.

Les mesures de relance prises par le gouvernement australien ont fortement soutenu la demande des ménages, notamment en matière de logement. Ainsi, au mois de février, le nombre de permis de construire a augmenté de 43 % en glissement annuel tandis que l'encours des crédits à l'habitat a crû de 8,5 %. En outre, le nombre de demandeurs d'emplois a reculé de 1,8 % en l'espace d'un an, portant désormais le taux de chômage à 5,3 % au terme du premier trimestre 2010 (5,5 % en décembre 2009).

## Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - février 2010 (base 100 décembre 2007)	102,0	-0,2%	0,2%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - janvier 2010 (base 100 janvier 2000)	122,4	-1,1%	-3,9%
Index BTP 01 - février 2010 (base 100 août 2001)	1,210	-0,1%	-2,0%
Indice TPP - février 2010 (base 100 août 2001)	1,186	-0,2%	0,4%

(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	janv-10	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Importations dont :	10 946	-7,4%	-13,6%
- produits agroalimentaires	2 308	-15,8%	-12,2%
- biens de consommation	1 861	-3,8%	-15,9%
- biens d'équipement	1 520	-20,7%	-33,6%
Exportations dont :	1 049	-74,6%	20,2%
- perles brutes	724	-27,2%	17,4%
- poissons	19	-56,6%	ns

(source: ISPF)

## TOURISME

	déc-09	janv-10	Δ/mois préc.	Glissement annuel
Nombre de touristes	12 958	9 009	-30,5%	-9,9%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale	41,1%	34,4%	-	-
	janv-10	fév-10	Cumul 2010	Δ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit)	39 779	32 096	71 875	-6,2%

(sources: ISPF, SEAC)

## 4 – Les taux

### TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

### TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	19/05/2009	0,50%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,85% à 6,30% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

#### taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2010	26/02/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	0,4010%	0,3190%	+ 0,082 pt	0,4100%	- 0,009 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,3970%	0,4160%	- 0,019 pt	0,4530%	- 0,056 pt	banques locales		
EURIBOR 3 mois	0,6340%	0,6560%	- 0,022 pt	0,7000%	- 0,066 pt	taux d'intérêt légal		JORF
EURIBOR 6 mois	0,9440%	0,9580%	- 0,014 pt	0,9940%	- 0,050 pt	année 2010	0,65%	11/02/2010
EURIBOR 12 mois	1,2120%	1,2150%	- 0,003 pt	1,2480%	- 0,036 pt	année 2009	3,79%	11/02/2009

#### taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2010	26/02/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08	Définitions
TEMPE	0,3434%	0,3346%	+ 0,009 pt	0,3476%	- 0,004 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	0,4060%	0,4210%	- 0,015 pt	0,4790%	- 0,073 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	0,6450%	0,6610%	- 0,016 pt	0,7120%	- 0,067 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
EURIBOR 6 mois	0,9530%	0,9640%	- 0,011 pt	0,9950%	- 0,042 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
EURIBOR 12 mois	1,2150%	1,2250%	- 0,010 pt	1,2420%	- 0,027 pt	TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TMO	3,6700%	3,7300%	- 0,060 pt	3,7400%	- 0,070 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)
TME	3,4700%	3,5300%	- 0,060 pt	3,5400%	- 0,070 pt	
TRBOSP	3,6800%	3,6200%	+ 0,060 pt	3,7600%	- 0,080 pt	

#### taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009	31/03/2010	26/02/2010	31/12/2009
taux JJ		0,230%	0,180%	0,145%	0,160%	0,090%	0,430%	0,525%	0,485%	0,465%
3 mois		0,340%	0,220%	0,375%	0,280%	0,150%	0,305%	0,710%	0,730%	2,850%
10 ans emprunts phares		3,870%	3,650%	3,840%	1,470%	1,310%	nd	3,940%	4,040%	3,020%

### TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53%
Prêts à taux fixe	6,29%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,32%
Prêts à taux variable	5,72%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,75%
Prêts relais	6,25%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,33%
<b>Crédits de trésorerie</b>		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,73%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,63%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,45%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,85%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

### TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,5316	1 NZD/XPF	62,7269	1 HKD/XPF	11,4026	1 GBP/XPF	134,1107	
100 JPY/XPF	94,7604	1 AUD/XPF	80,9523	1 SGD/XPF	63,2657	100 VUV/XPF	89,2133	1 FJD/XPF	46,2132